

# CHINE La lettre d'information

*Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.*

**À propos d'un livreur de repas :** « Il vit dans un village hors de la ville. Les livreurs se rassemblent dans les mêmes endroits. Trois ou quatre personnes vivent dans un espace d'environ 10 mètres carrés. Les conditions ne sont pas bonnes. Il n'a pas pris de douche à Pékin depuis deux mois ».

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1<sup>er</sup> Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

## Éditorial

**Bis repetita...** Depuis l'admonestation adressée par le pouvoir aux géants privés de l'internet l'été dernier, qu'est-ce qui a changé dans la vie des travailleurs de l'économie informelle, dans les conditions de travail de ces dizaines de millions de livreurs en général, de livreurs de repas en particulier, de chauffeurs de VTC, etc. ? Après le « buzz » de ce directeur adjoint de l'Emploi de Pékin enfourchant son cyclomoteur pour livrer des repas toute une journée et finir avec moins de 5 euros en poche, en juillet, huit agences gouvernementales avaient demandé l'application de dix-neuf mesures visant à protéger les droits et les intérêts de ces travailleurs, notamment pour régler leur statut.

Qu'est-ce qui a changé depuis juillet pour ceux dont ce travail est le gagne-pain quotidien, exténuant et dangereux ? Pas grand-chose apparemment. Les augmentations de « revenu » annoncées sont allées dans d'autres poches que celles des livreurs (voir la « Lettre » précédente). En voici une confirmation : « *Quatre ministères du gouvernement central ont publié vendredi 21 janvier une ordonnance conjointe adressée à onze géants de l'internet, dont Alibaba, Tencent, Meituan et Didi, leur demandant d'intensifier leurs efforts pour protéger les droits et les intérêts des travailleurs. C'est la seconde fois depuis septembre que les régulateurs publient des directives conjointes à ces entreprises concernant la protection des droits du travail* », rapporte la revue chinoise « Caixin » (24 janvier).

**Impuissance, vraiment ?** « *La seconde fois depuis septembre* » ! Le tout-puissant Parti communiste au pouvoir (PCC) serait-il incapable de faire respecter ses décisions ? Les plates-formes censées employer ces livreurs et chauffeurs « *avaient tendance à sous-traiter la couverture sociale et la sécurité à des fournisseurs tiers dans un souci de réduction des coûts, généralement sans surveillance* », ajoute la revue « Caixin ». Alors,

pourquoi ces géants privés de l'internet peuvent-ils violer les lois en toute impunité depuis des années, se faire admonester officiellement par le pouvoir mais continuer comme si de rien n'était ?

La réponse se trouve peut-être dans cette dépêche de l'agence Reuters (26 janvier) : « *La Commission centrale d'inspection de la discipline a déclaré mercredi avoir exclu du Parti communiste chinois un ancien secrétaire du centre technologique de Hangzhou, cinq mois après avoir annoncé qu'il faisait l'objet d'une enquête pour de graves violations de la loi* ». Ce centre technologique abrite des milliers d'entreprises technologiques (la plus connue est Alibaba) qui ne respectent pas les lois du travail. De quoi est accusé le secrétaire du Parti qui régnait sur ce royaume ? Zhou Jiangyong avait « *soutenu l'expansion désordonnée du capital* », « *accepté illégalement d'énormes quantités de biens en collaboration avec des proches* » et « *s'était engagé dans une activité de corruption familiale* ». Le « Financial Times » cite des liens avec une filiale d'Alibaba dans cette affaire de corruption... tandis que la télévision publique cite un ancien secrétaire du PCC de la ville de Hangzhou.

**Collusion.** En clair, ce bureaucrate de haut rang a fait affluer des milliards de capitaux sur les comptes des entreprises du centre technologique qu'il présidait contre de généreux pots-de-vin. Pourtant, les activités des banques ne sont-elles pas réglementées ? Oui, c'est vrai, mais... On a appris deux jours plus tôt (AFP, 24 janvier) que Cai Esheng, ancien vice-président de la Commission de réglementation bancaire, avait lui aussi été exclu du PCC, pour avoir « *gravement perturbé l'ordre du marché financier* » et s'être livré à des « *transactions d'argent et de sexe* » !

Ces bureaucraties au pouvoir donnent donc l'assurance aux patrons et aux investisseurs qu'ils vont pouvoir continuer comme hier, ils donnent la garantie que le syndicat officiel ACFTU ne bronchera pas, que les contrôles de l'administration du travail se passeront à merveille et que les services

policiers s'occuperont des perturbateurs qui revendiquent. Et le PCC a beau répéter qu'il faut combattre la collusion entre le pouvoir et le capital, lorsqu'un de ces bureaucrates tombe, la relève ne tarde guère...

**Compter sur ses propres forces.** Les grèves des livreurs d'aujourd'hui comme d'hier ont toujours la même origine : la nature du contrat de travail et les conditions de travail, notamment celles liées à la rémunération. Si la question de l'élection de délégués syndicaux et celle des négociations collectives ont un temps été officiellement à l'ordre du jour et discutées au sein du pouvoir, l'arrivée de Xi Jinping aux lendemains de la crise économique et financière planétaire de 2008 a jeté tout ça aux oubliettes. Mais les travailleurs, eux, n'ont pas oublié : pour se défendre, ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et pour cela choisir leurs propres représentants.

Quand le responsable du syndicat officiel ACFTU est en même temps le DRH ou bien siège à la direction comme c'est souvent le cas, il est aussi sous la coupe hiérarchique du responsable local du Parti communiste. N'est-ce pas ce qui explique que l'ACFTU dans ces conditions ne peut pas assurer la défense des revendications ? C'est ce qui pousse les travailleurs, les livreurs comme les autres, à chercher à s'organiser par eux-mêmes face à un pouvoir monopolisé par un parti qui a toujours réprimé toute forme d'indépendance du mouvement ouvrier. ●

**Aux lecteurs.** Vous aurez sans doute remarqué que, malgré les augmentations en rafale des frais postaux ces dernières années, nous avons maintenu l'abonnement au même prix. Aussi sommes-nous reconnaissants aux lecteurs qui nous soutiennent financièrement, car cette « Lettre » n'est financée que par vous, lecteurs. Merci de veiller au renouvellement de votre abonnement (indiqué sur l'étiquette) et de vérifier que le mail [comenchine@wanadoo.fr](mailto:comenchine@wanadoo.fr) n'atterrit pas dans vos spams, car vous êtes alertés du terme de votre abonnement.

## Chez Canon à Zhuhai, on liquide, on licencie, on négocie. Mais quoi ?

« **C**hina Labour Bulletin », l'association de promotion des droits des travailleurs basée à Hong Kong, rapporte (19 janvier 2022) que « des centaines de travailleurs de l'usine d'appareils photo numériques Canon de Zhuhai sont sur le point de perdre leur emploi et sont en négociation avec la direction après que la société a soudainement annoncé la fermeture de l'usine. Le gouvernement du district chercherait des solutions de réemploi pour les 874 travailleurs. »

Le 16 janvier, « la direction a proposé un mois de salaire par année d'ancienneté, soit le minimum légal pour une indemnité de licenciement, ainsi qu'une série de compensations plus modestes en fonction des années d'emploi dans l'entreprise ». Ce n'est pas satisfaisant pour les travailleurs, qui auraient exigé une indemnité de licenciement « de 2,8 fois leur salaire mensuel moyen pour chaque année de service ». Canon assure que « le syndicat ACFTU de l'entreprise et les travailleurs participeront à l'élaboration d'un plan de compensation » et que « la municipalité du district surveillerait les négociations ».

On ignore où en sont les négociations. On sait que la direction parle d'« une compensation spéciale de un mois de salaire

supplémentaire pour chaque année travaillée dans l'entreprise après 2008, calculée à des taux plus élevés pour les travailleurs les plus anciens. Les travailleurs recevraient également 1 000 yuans pour des billets leur permettant de rentrer chez eux pour le prochain Nouvel An lunaire ».

La prudence semble être de mise car, rappelle « China Labour Bulletin », des centaines d'ouvriers avaient fait grève en 2010 pour protester contre les modifications apportées à leur rémunération. Des sources locales ont indiqué que « les salaires stagnent depuis des années, outre les licenciements fréquents ».

« Si les travailleurs de Canon sont satisfaits de l'offre de la direction, ce ne sera pas à l'honneur du syndicat de l'entreprise, qui ne dispose pas d'une base solide pour représenter les travailleurs. Le syndicat de Canon Zhuhai compte pas moins de neuf branches internes », mais qui ne s'occupent que de « la promotion d'une variété d'activités culturelles et sportives pour les employés, accueillant des clubs de photographie, yoga et autres activités », conclut l'article. ●

**NB. Nous poursuivrons notre rubrique grèves prochainement.**

## « Faut-il travailler plus de 20 heures par jour ? »

« **C'**EST LA QUESTION qu'a posée à ses patrons un jeune travailleur du géant de la technologie Tencent, après que la direction a fait l'éloge de la culture des heures supplémentaires. Ce programmeur a travaillé pour WeCom, une application de communication pour entreprises qui appartient à Tencent. Non, les heures supplémentaires qu'on nous impose au travail ne devraient pas être considérées comme un acte honorable, et il a suscité une discussion en interne dans le groupe.

Ce faisant, il a prolongé cette révolte de la jeunesse souvent diplômée qui a secoué l'univers de ces géants privés de la technologie en combattant le fameux « 996 » (horaire de travail de 9h à 21h, 6 jours sur 7), pour le respect des lois du travail.

« Faut-il faire travailler les développeurs plus de 20 heures par jour pour faire un produit dont on est satisfait ? », écrit-il en se référant au document d'évaluation, qui félicite l'équipe d'avoir passé 20 heures par jour pour atteindre son objectif. « Je démissionnerai demain ! »

« Ce salarié de WeCom a ajouté qu'un de ses camarades de classe du lycée, également programmeur, est décédé d'une hémorragie cérébrale après avoir fait des heures supplémentaires, sans

plus de détails », précise la revue en ligne « Sixth Tone » (27 janvier), qui rapporte cette interpellation. « Un autre programmeur de Tencent, nommé Zhang, a salué son collègue pour s'être prononcé contre le calendrier de travail exténuant et a déclaré que l'industrie avait besoin d'une « solution radicale » pour éliminer entièrement le 996 ».

« Ce n'est pas seulement un problème avec Tencent, il existe dans toutes les entreprises technologiques chinoises », a déclaré Zhang à « Sixth Tone », ajoutant qu'il travaillait généralement sur des équipes de dix heures du lundi au vendredi. « Nous devons constamment rivaliser avec d'autres employés pour obtenir de bonnes évaluations de nos dirigeants. C'est pourquoi nous n'avons pas d'autre choix que de travailler tard tous les jours. »

Sur le site de réseautage professionnel Maimai, beaucoup ont qualifié cet employé de WeCom de « héros » pour avoir défié ses patrons. « Les paroles du jeune homme ont directement et indirectement sauvé la vie d'innombrables travailleurs de la technologie, écrit l'un. Ces employés seniors avec des familles et des hypothèques qui n'osent pas s'exprimer face à l'oppression doivent remercier ce jeune homme. » ●

## À propos d'une « Lettre ouverte d'un jeune maoïste qui attend la prison »

Cette lettre a été publiée le 4 janvier 2022 par le jeune écrivain maoïste Yu Yixun, qui annonce son arrestation officielle et la condamnation de cinq autres jeunes se réclamant de Mao et condamnant Deng Xiaoping, le dirigeant qui lança la politique de réforme et d'ouverture.

**Q**UI SONT-ILS ? Qu'ont-ils fait ? Dans ce cas comme dans d'autres, il semble parfois que la police retrouve la trace des militants plus rapidement que des réseaux substantiels ne peuvent même être formés. En conséquence, les réseaux qui existent ont été poussés si loin dans la clandestinité qu'il est presque impossible de savoir qui en fait partie et ce qu'ils font, à part les quelques traces que certains d'entre eux laissent en ligne.

Le Parti communiste chinois a toujours chanté les louanges de Mao et de Marx, tout en chassant et en persécutant systématiquement les militants maoïstes et marxistes les plus ardents du pays. Prenons l'exemple de Qiu Zhanxuan, président de la Société marxiste de l'Université de Pékin, qui a été détenu par la police à titre d'« avertissement » en 2018 alors qu'il allait célébrer l'anniversaire de Mao, puis à nouveau détenu en février 2019, après quoi il a enre-

« La disparition soudaine d'un groupe d'obscurs maoïstes basés au Fujian et arrêtés au printemps dernier est en soi un témoignage des années de lourde répression contre les dissidents de tous bords », écrit la revue « Chuang ». Cela illustre à la fois les sombres perspectives de ceux

gistré une vidéo affirmant avoir été torturé pendant sa détention. Enfin, en avril 2019, il a disparu une troisième fois alors qu'il visitait un quartier d'usines « pour faire l'expérience de la vie des travailleurs », et n'a plus donné signe de vie depuis.

Il est probable que nous n'aurions jamais entendu parler des six prisonniers maoïstes du Fujian si l'un d'entre eux n'avait pas publié la lettre ouverte. Selon la lettre et les documents, le groupe aurait enregistré au moins quatre sociétés et contrôlé plus de 20 comptes WeChat et 10 groupes de discussion WeChat, tout en exploitant un site Web. Les procureurs ont déclaré que les accusés avaient au total plus de 30 000 amis WeChat et « publiaient des articles qui salissaient l'histoire du parti », produisant plus de 1100 textes générant des revenus d'environ 170 000 yuans (24 000 euros), principalement grâce à de petits dons de lecteurs via WeChat.

qui franchissent publiquement les lignes officielles et le fait que, quelle que soit l'ampleur de la répression, il y a toujours ceux qui continuent à penser, à travailler et à s'organiser sous le radar ». Extraits du commentaire de « Chuang ».

Yu écrit : « Cette année, dans toute la Chine, de nombreuses personnes comme nous ont été arrêtées, mais leurs peines ont toutes été inférieures à un an », citant un exemple de la ville voisine de Xuchang. On se demande combien d'autres cas ont glissé au cours des deux dernières années, ne laissant que peu ou pas de traces en ligne. Mais cela montre aussi que le système est encore loin d'être étanche, et que les gens n'ont pas complètement perdu espoir. Ils trouvent toujours le moyen de se réunir et, vraisemblablement, de mettre leurs idées en pratique hors ligne également. Si ce groupe a réussi à publier 1100 articles subservisés par 30 000 amis sur WeChat, on peut se demander combien d'anticapitalistes, de féministes et autres dissidents qui prennent davantage de précautions en matière de sécurité parviennent encore à survivre sans attirer l'attention. ●